

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Politique monétaire : statu quo de la PBoC depuis deux mois

Entreprises d'Etat : création d'un fonds de renflouement destiné à faire face aux défauts obligataires des SOEs centrales

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : MSCI prévoit de lancer des indices d'investissement thématiques sur A-share

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relation UE-Chine : 8^e Dialogue économique et commercial de haut niveau UE-Chine

Relation UE-Chine : 31^e cycle de négociations pour l'accord d'investissement bilatéral

Relation UE-Chine : le Conseil européen autorise la signature de l'accord sur les indications géographiques

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Commerce : création d'un organe interministériel pour la promotion du commerce de « haute qualité »

Hainan : un projet de réglementation publié sur la concurrence loyale pour le port franc

Climat des affaires : amélioration du classement de la Chine dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politiques publiques : la NDRC publie, pour commentaires, un projet de directive visant à mieux réguler le système de crédit social

Télécommunications : la Commission européenne appelle à une diversification « urgente » des fournisseurs d'équipements 5G

Cybersécurité : la Commission européenne prend des « mesures restrictives » à l'encontre de deux individus et une entité chinoise s'étant rendu coupables d'avoir participé à des attaques cyber contre des intérêts européens

Emploi : le numérique chinois recrute ! (10 M de travailleurs très qualifiés pourraient manquer d'ici 2025)

Géopolitique : l'Inde bloque 47 applications chinoises supplémentaires, tandis que 275 autres sont mises en observation

Géopolitique : les « Five Eyes » réfléchissent à étendre leur coopération aux domaines des terres rares et du matériel médical

Surveillance : 18 des 20 villes les plus pourvues en caméras de surveillance sont chinoises

Entreprises : au deuxième trimestre 2020, Huawei est devenu le premier vendeur de smartphones au monde

Entreprises : Huawei poursuit son offensive contre les voies critiques

Entreprises : Tencent s'apprête à faire l'acquisition du moteur de recherche Sogou

Entreprises : le fournisseur d'architectures de puces, ARM, en conflit avec sa filiale chinoise

Industrie : en visite dans le Jilin (nord), Xi Jinping apporte son soutien aux marques d'automobile chinoise et appelle à un renforcement de l'usage militaire des drones



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : confirmation par les autorités chinoises de la tenue de la COP15 biodiversité du 17 au 30 mai 2021

Energie : publication des statistiques énergétiques du premier semestre 2020

Développement durable : publication d'un plan d'action en matière de « résidences vertes »

Transport aérien : les compagnies chinoises cherchent à doper la demande sur le réseau intérieur

Transport aérien : China Eastern ouvre une nouvelle base à Xiamen

Risques naturels : les inondations dans la moitié sud de la Chine soulignent le besoin d'une gestion des eaux par bassin

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Hunan-Jiangxi : les provinces du Hunan et du Jiangxi ont lancé un plan d'action pour la construction d'une « zone pilote de coopération régionale transfrontalière » entre le Hunan et le Jiangxi.

Automobile : Dongfeng Motor, deuxième constructeur automobile chinois, dévoile une nouvelle marque « Nantu » dédiée au segment de l'électrique haut de gamme.

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Situation économique : avec 1 866 nouveaux cas depuis la reprise de l'épidémie, le gouvernement hongkongais a annoncé le durcissement des mesures de distanciation sociale à compter du 29 juillet, les plus strictes jamais imposées depuis le début de la pandémie ; le PIB de Hong Kong a reculé de -9% au 2nd trimestre 2020 après -9,1% au T1 ; la Chambre de commerce américaine a interrogé ses membres sur l'impact de la loi sur la sécurité nationale sur leur activité.

Transport maritime : le gouvernement a annoncé des mesures à compter du 29 juillet touchant le secteur du transport maritime.

Commerce extérieur: les échanges de biens hongkongais reculent de -4,4% en juin à 83,1 Mds USD, après une baisse de -10% en mai.

MACAO

Tourisme et économie : le nombre de visiteurs a chuté de -83,9% avec 3,3 M de visiteurs au 1^{er} semestre, et de -90% avec 22 500 visiteurs en juin. L'Université de Macao prévoit un recul du PIB de la RAS compris entre -55,7% et -59,1% en 2020.

TAIWAN ([ici](#))

Covid-19 : le Yuan exécutif double le budget spécial dédié aux mesures de soutien face à l'épidémie

Semi-conducteurs : TSMC entre momentanément dans le top 10 mondial des capitalisations boursières

Vélos électriques : les fabricants taiwanais détrônent leurs concurrents chinois sur le marché européen

CONJONCTURE

Politique monétaire : statu quo de la PBoC depuis deux mois

La PBoC s'est gardée de procéder à des injections nettes de liquidité par l'intermédiaire de nouvelles diminutions des réserves obligatoires, celles-ci ayant été maintenues au même niveau depuis deux mois. Par ailleurs, le *Loan Prime Rate*, qui définit les conditions de crédit pratiquées par les banques auprès de leurs meilleurs risques, a été maintenu au même niveau depuis le 20 avril, date à laquelle est intervenue la dernière baisse. Le statu quo s'explique par l'excès de liquidité à l'origine de la forte embellie du marché boursier lors de la première décade de juillet et par la volonté de la PBoC de prévenir une dynamique d'endettement excessif des agents économiques.

Entreprises d'Etat : création d'un fonds de renflouement destiné à faire face aux défauts obligataires des SOEs centrales

La Chine a mis en place un fonds de sauvetage avec un objectif de 100 Mds RMB (14,3 Mds USD) pour faire face aux éventuels défauts d'obligations des entreprises d'Etat (SOE) contrôlées par le gouvernement central. Le nouveau fonds, créé par *China Reform Holdings Corp. Ltd.* (une société d'investissement publique supervisée par l'administration de gestion des entreprises de l'Etat central (SASAC)) et 31 autres entreprises publiques contrôlées au niveau central, a jusqu'à présent levé 10 Mds RMB auprès de ces entreprises. Le fonds a été conçu pour fournir un financement d'urgence aux entreprises d'Etat à court de liquidités afin qu'elles puissent éviter les défauts de paiement.

La pandémie Covid-19 a eu un impact négatif sur les SOEs. Au premier trimestre de cette année, leurs bénéfices nets totaux ont plongé de 58,8% en glissement annuel. 26 de ces entreprises ont déclaré des pertes nettes. Au cours du premier semestre de l'année, la contraction des bénéfices est moindre (-37,7%), alors que l'économie nationale se remettait des retombées de la pandémie.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : MSCI prévoit de lancer des indices d'investissement thématiques sur A-share

L'entreprise de services financiers MSCI Inc. a annoncé le lancement, d'ici un an, d'une série d'indices thématiques basés sur le marché chinois des actions de type A. MSCI examinera deux aspects pour la construction des indices: (i) où se trouvent les opportunités d'investissement sur le marché des capitaux ; (ii) quels sont les intérêts et les besoins des investisseurs mondiaux et locaux. Au premier trimestre 2020, l'indice MSCI China a surperformé l'indice MSCI USA de près de 10%. A l'échelle mondiale, MSCI a lancé au total neuf séries d'indices d'investissement thématiques, conçus pour capitaliser sur les opportunités créées par les tendances macroéconomiques, géopolitiques et technologiques.

Pour mémoire, en 2019, MSCI a porté le facteur d'inclusion des A-Shares chinoises de 5% à 20% pour certains de ses indices (notamment l'indice MSCI Emerging Markets (10% en mai ; 15% en août ; 20% en novembre).

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation UE-Chine : 8^e Dialogue économique et commercial de haut niveau UE-Chine

Le 28 juillet, LIU He, vice-Premier ministre chinois et Valdis Dombrovskis, vice-Président exécutif de la Commission européenne, ont co-présidé le 8^e Dialogue économique et commercial de haut niveau UE-Chine, qui s'est tenu en vidéo-conférence.

En matière de commerce et d'investissements, selon [le communiqué issu du ministère du Commerce \(MofCom\)](#), les deux parties ont abordé :

1. La circulation des biens et des matières premières, les chaînes d'approvisionnement, et les projets d'investissement dans le contexte de la pandémie Covid-19 ;
2. Les initiatives des nouvelles routes de la soie et la connectivité UE-Asie, afin de promouvoir la connectivité et la coopération sur les marchés tiers ;
3. Les négociations pour l'Accord global d'investissement UE-Chine, avec l'objectif de conclure les négociations en 2020 ;
4. La réaffirmation de soutien ferme au système multilatéral et à l'OMC, y compris l'arrangement d'arbitrage d'appel provisoire multipartite ;
5. L'élargissement mutuel de l'accès au marché, en particulier l'expansion du commerce de produits agricoles et le renforcement de la coopération dans le secteur financier ;
6. Les défis dans la relation bilatérale, y compris la 5G, les subventions chinoises le mécanisme européen du contrôle des investissements étrangers, la législation européenne sur les mesures de rétorsion commerciale, les marchés publics, la politique de concurrence et les surcapacités.

7.

Relation UE-Chine : 31^e cycle de négociations pour l'accord d'investissement bilatéral

Du 21 au 24 juillet, le 31^e cycle de négociations pour l'accord d'investissement bilatéral entre l'UE et la Chine s'est tenu en ligne. Selon le ministère du Commerce (MofCom), les deux auraient réalisé des « progrès significatifs » concernant les règles de concurrence loyale.

[Lire la conférence de presse du MofCom](#)

Relation UE-Chine : le Conseil européen autorise la signature de l'accord sur les indications géographiques

Le 20 juillet, le Conseil européen a adopté des décisions relatives à la signature de l'accord sur les indications géographiques (IG) entre l'UE et la Chine.

Le 10 septembre 2010, le Conseil avait autorisé l'ouverture de négociations relatives à un accord sur les IG avec la Chine ; le 6 septembre 2019, la conclusion des négociations de l'accord avait été annoncée à Pékin en présence des Présidents Xi Jinping et Emmanuel Macron.

La date et le lieu de la signature de l'accord n'ont pas été fixés. Une fois signé, l'accord devra recevoir l'approbation du Parlement européen avant de pouvoir être conclu et entrer en vigueur.

L'accord, une fois entré en vigueur, permettra dans un premier temps de protéger 100 IG européennes, dont 26 IG françaises, et 100 IG chinoises de vins, spiritueux et produits agroalimentaires.



Quatre ans après son entrée en vigueur, l'accord verra son champ d'application s'élargir à 175 IG supplémentaires de part et d'autre. L'accord comprend également un mécanisme permettant d'ajouter d'autres IG par la suite.

[Lire le communiqué du Conseil](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Commerce : création d'un organe interministériel pour la promotion du commerce de « haute qualité »

Le 27 juillet, le Conseil des affaires d'Etat a publié un [document](#) qui prévoit l'établissement d'un nouvel organe interministériel pour la promotion du commerce de « haute qualité ».

Hu Chunhua, vice-Premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat, a été nommé à la tête de l'organe, dirigé par le ministère du Commerce (MofCom) et rassemblant 29 autres départements, dont la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC), le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), le ministère des Finances (MOF), l'Administration générale des Douanes (GAC), et l'Administration nationale des Impôts (STA).

Selon le document, ce nouvel organe a été mis en place pour coordonner la promotion du développement du commerce de haute qualité, étudier et établir les programmes de travail pertinents et proposer les politiques économiques majeures, et résoudre les problèmes survenant au cours du processus.

Hainan : un projet de réglementation publié sur la concurrence loyale pour le port franc

Le 24 juillet, l'Autorité de réglementation du marché de la province de Hainan a publié un projet de réglementation sur la concurrence loyale pour le port franc, ouvert aux commentaires publics jusqu'au 31 juillet.

Ce projet prévoit l'établissement d'un mécanisme de contrôle de la concurrence loyale pour le port franc et définit les responsabilités juridiques pour les abus administratifs d'exclusion ou de limitation la concurrence, les actions monopolistiques et les actions de la concurrence déloyale. Néanmoins, les responsabilités pour ces infractions sont vagues et imprécises, en faisant référence aux sanctions prévues par les lois existantes comme la Loi d'anti-monopole et la Loi contre la concurrence déloyale.

Le projet prévoit par ailleurs une vaste gamme de circonstances exceptionnelles dans lesquelles la restriction de concurrence serait autorisée, comme la sauvegarde de la sûreté économique, culturelle, scientifique, et biologique du pays, et la poursuite des objectifs d'intérêt social y compris la lutte contre la pauvreté, la protection environnementale et la préservation de la santé publique.

[Lire l'annonce du projet de réglementation](#)

Climat des affaires : amélioration du classement de la Chine dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale

La Banque mondiale a publié son [rapport annuel « Doing Business 2020 »](#), dans lequel la Chine se positionne au 31^e rang parmi 190 pays et régions en termes de la facilité des affaires – une amélioration significative par rapport à son 46^e rang dans le rapport de 2019 et au 78^e rang en 2018.

Le rapport analyse 10 indicateurs économiques pour évaluer la facilité des affaires : la création d'entreprise, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêt, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, et le règlement de l'insolvabilité.

Pour la seconde année consécutive, la Chine fait partie des 10 premiers réformateurs à travers les 10 indicateurs ; la Chine a vu son classement progresser dans presque tous les indicateurs, à l'exception du transfert de propriété et d'obtention de prêt.

Par exemple, pour le « commerce transfrontalier », la Chine a amélioré les infrastructures portuaires et optimisé les procédures douanières ; pour « l'obtention des permis de construire », le délai d'obtention a été réduit de presque 400 jours en 2006 à environ 100 jours aujourd'hui.

Le rapport affirme que le gouvernement chinois a intégré les indicateurs de ce rapport annuel pour orienter ses réformes concernant la facilité des affaires.

Les 10 pays ayant le plus progressé en 2018-2019 dans au moins trois domaines évalués par Doing Business

Économie	Classement sur la facilité de faire des affaires	Évolution du score Doing Business	Réformes facilitant l'activité des entreprises									
			Création d'entreprise	Obtention d'un permis de construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de propriété	Obtention d'un prêt	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des taxes et impôts	Commerce trans-frontalier	Exécution des contrats	Règlement de l'insolvabilité
Arabie saoudite	62	7.7	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓
Jordanie	75	7.6					✓		✓			✓
Togo	97	7.0	✓	✓	✓	✓	✓					
Bahreïn	43	5.9		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tadjikistan	106	5.7	✓				✓			✓		
Pakistan	108	5.6	✓	✓	✓	✓			✓	✓		
Koweït	83	4.7	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		
Chine	31	4.0	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓
Inde	63	3.5	✓	✓						✓		✓
Nigeria	131	3.4	✓	✓	✓	✓				✓	✓	

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politiques publiques : la NDRC publie, pour commentaires, un projet de directive visant à mieux réguler le système de crédit social

Rendu public le 22 juillet 2020, le [projet de texte](#) propose des orientations visant à réguler plusieurs domaines de mise en œuvre du système de crédit social, dont en particulier les suivants : (1) son périmètre ; (2) le partage et la publicité des informations ; (3) la définition des parties dont il est jugé qu'elles ont commis des actions « gravement malhonnêtes » ; (4) les sanctions associées à ce type de comportements ; (5) le recouvrement du crédit.

Le périmètre des informations devant être incluses au sein du système de crédit social doit être défini par la loi ou par le Conseil des affaires de l'Etat et tenu au sein d'un « catalogue » géré et mis à jour par un [mécanisme interministériel](#). Lesdites informations doivent par ailleurs posséder une base légale : condamnation, amende, décision arbitrale, etc. Leur publicité est fonction de la légalité et de la nécessité. Les actions « gravement malhonnêtes » sont définies comme celles « nuisant gravement à la santé et à la sécurité des masses », à « l'ordre normal de la société et à la concurrence équitable du marché » ; aux comportements qui « par leur refus d'obéir à la loi, nuiraient gravement à la crédibilité publique des organes judiciaires ou de l'administration » ainsi qu'au « refus de satisfaire au devoir de défense nationale », etc. Témoignant d'une volonté de mettre fin aux abus et excès de zèle ayant pu avoir cours, notamment au niveau local, le texte précise que les administrations ont interdiction d'élargir de leur propre chef le périmètre des actions susceptibles d'être considérées



comme « malhonnêtes » et, à ce titre, intégrées au système, sans en avoir reçu l'ordre ou sans indication en ce sens de la part du Conseil des affaires de l'Etat.

Par ailleurs, un système de recouvrement du crédit (suppression de la liste des individus/entités « gravement malhonnêtes » ou absence de publicité) doit être mis en place afin de permettre de corriger certaines informations ou d'en éliminer les « conséquences négatives ». Toute initiative en ce sens est toutefois soumise à des conditions (qui ne sont pas précisées) ; les « informations dont le Conseil des affaires de l'État a décidé qu'elles ne pouvaient pas être modifiées » (sans précision, là encore) sont par ailleurs exclues.

Les entreprises et individus ont jusqu'au 20 juillet pour [transmettre leurs commentaires](#).

Télécommunications : la Commission européenne appelle à une diversification « urgente » des fournisseurs d'équipements 5G

Le 24 juillet 2020, à l'occasion d'un [point d'étape](#) sur la « [boîte à outils](#) » de janvier 2020 visant à une meilleure maîtrise des risques liés au déploiement de la 5G en Europe, la Commission européenne a déclaré que « des progrès urgents sont nécessaires afin de nuancer les risques de dépendance à des fournisseurs à haut risque ». La Commission a également affirmé avoir « identifié des défis dans la conception et l'imposition de stratégies multi-vendeurs pour les opérateurs de réseau mobile au niveau national ».

Le 9 octobre 2019, l'Union Européenne avait publié un rapport identifiant les principaux risques associés au déploiement des réseaux 5G en Europe. Parmi les principales menaces identifiées, la possibilité qu'un fournisseur étranger, agissant pour le compte d'une puissance hostile, mène une cyberattaque contre les intérêts stratégiques des Etats membres était explicitement évoquée. La présence de possibles *backdoors* implantées « malicieusement » dans les équipements afin de capter des données est également mentionnée.

Cybersécurité : la Commission européenne prend des « mesures restrictives » à l'encontre de deux individus et une entité chinoise s'étant rendu coupables d'avoir participé à des attaques cyber contre des intérêts européens

Le 30 juillet 2020, pour la première fois de son histoire, la Commission européenne a pris des contre-« mesures restrictives » (interdiction de pénétrer sur le territoire européen, gel des avoirs) contre plusieurs individus et entités responsables de cyber attaques à l'encontre des intérêts européens. Deux citoyens chinois (Gao Qiang et Zhang Shilong) et une entreprise de Tianjin (Tianjin Huaying Haitai Science & Technology Development) font partie des [9 entités visées](#). Les trois auraient participé à l'opération « [Cloud Hopper](#) », qui a notamment visé l'équipementier télécom Ericsson entre 2014 et 2017. Ces sanctions sont rendues possibles dans le cadre du « Framework for a Joint EU Diplomatic Response to Malicious Cyber Activities » (ou « cyber diplomacy toolbox »), mis en place en juin 2017 par la Commission.

Emploi : le numérique chinois recrute ! (10 M de travailleurs très qualifiés pourraient manquer d'ici 2025)

D'après un [rapport](#) du Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale rendu public le 23 juillet, les entreprises chinoises du numérique pourraient ne pas parvenir à combler 10 M postes qualifiés à l'horizon 2025. Parmi les métiers les plus recherchés : les spécialistes de l'internet des objets (5 M) ; les spécialistes du e-sport (2 M) ; les ingénieurs spécialisés dans le *cloud computing* (1,5 M) ; les opérateurs de robots industriels (1,25 M) ; et les pilotes de drones (1 M).



Depuis [avril 2019](#), les autorités chinoises ont reconnu officiellement plus de 38 nouveaux métiers, dont par exemple celui de technicien *blockchain*, officier de « grid management » (système de surveillance urbain), ou encore de spécialiste du marketing en ligne. Lors du premier trimestre 2020, frappé par l'irruption du COVID-19, 5,4% des entreprises numériques chinoises ont réduit leurs effectifs, selon une étude d'Aon citée par le [South China Morning Post](#).

Géopolitique : l'Inde bloque 47 applications chinoises supplémentaires, tandis que 275 autres sont mises en observation

Dans un contexte de fortes tensions militaires à la frontière entre les deux pays, le gouvernement indien s'inquiète des transferts de données opérées par ces applications, dont les serveurs sont en grande partie hébergés en Chine. Le 28 juillet 2020, le Ministère indien de l'information et des technologies a ainsi [interdit](#) 47 applications chinoises supplémentaires, en sus des 59 applications déjà suspendues le 29 juin dernier. Au total, 106 applications chinoises sont donc désormais inaccessibles en Inde. Dans la liste des 47 applications, plusieurs clones d'applications préalablement bloquées (Likee, Bigo Live, Helo) mais également de nouvelles, dont par exemple CamScanner HD. Par ailleurs [275](#) applications chinoises feraient actuellement l'objet d'un examen, relatif notamment à leur possible violation de la réglementation indienne en matière de sécurité nationale et de respect de la vie privée (données personnelles). C'est notamment le cas d'AliExpress (Alibaba), PUBG (Tencent), Zili (Xiaomi), Resso et ULike (ByteDance).

Par ailleurs, Jack Ma, le fondateur et ancien président d'Alibaba, a été [convoyé](#) par un tribunal indien dans le cadre d'un procès pour licenciement abusif d'un ancien employé de UC Web, filiale du groupe. L'employé à l'origine du procès affirme que UC Browser et UC News, tous deux développés par Alibaba, aurait censuré des informations perçues comme peu favorables à la Chine et diffusé des « fakes news ».

Dans ce contexte, Huawei a [annoncé](#) cette semaine diviser par deux son objectif de chiffre d'affaires (350 – 500 M USD) dans la troisième économie d'Asie. Ses effectifs pourraient être réduits de 70%.

Géopolitique : les « Five Eyes » réfléchissent à étendre leur coopération aux domaines des terres rares et du matériel médical

L'alliance scellée en 1941 entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans le domaine du renseignement pourrait s'étendre à l'économie : selon un article du [Guardian](#), les « Five Eyes » réfléchirait en effet à un mécanisme permettant une gestion coordonnée de leurs réserves de terres rares et de matériel médical. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une réflexion menée par les membres des parlements de ces différents pays en vue d'identifier les principales vulnérabilités vis-à-vis de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement.

Surveillance : 18 des 20 villes les plus pourvues en caméras de surveillance sont chinoises

D'après une nouvelle étude de [Comparitech](#), 18 des 20 villes les plus pourvues en caméras de surveillance sont localisées en Chine. Taiyuan, capitale du Shanxi, domine le classement avec près de 120 caméras pour 1 000 habitants. Londres (Grande-Bretagne) et Hyderabad (Inde) sont les deux seules villes non-chinoises à intégrer ce classement. Comme le montre le classement du site britannique, le nombre de caméras n'est que partiellement corrélé au taux de criminalité.



Entreprises : au deuxième trimestre 2020, Huawei est devenu le premier vendeur de smartphones au monde

Au deuxième trimestre 2020, Huawei a vendu [55,8 M](#) de smartphones, détrônant Samsung (53,7 M) comme premier vendeur de terminaux au monde. Apple (entre 40 et 45 M) et les Chinois, Xiaomi (28,8 M) et Oppo (25,8 M), complètent le classement.

Deux facteurs principaux expliquent la bonne performance de Huawei : (1) la reprise précoce de l'économie chinoise – principal marché du groupe (40 M d'appareils vendus) - suite à l'épidémie de COVID ; (2) le faible impact des sanctions américaines, Huawei ayant essentiellement vendu à l'étranger de nouvelles éditions d'anciens modèles, toujours pourvus des services de Google (dont Huawei se retrouve privé depuis mai 2019 et les sanctions du département du commerce américain).

Ce deuxième facteur devrait toutefois ne pas pouvoir perdurer ; le groupe en est conscient, qui a récemment mis en place un programme financé à hauteur d'1 Md USD afin d'encourager les développeurs occidentaux à créer des applications pour Huawei Mobile Services.

Entreprises : Huawei poursuit son offensive contre les voies critiques

Après avoir [porté plainte](#) contre la chercheuse française Valérie Niquet (Fondation pour la recherche stratégique) pour « diffamation » en novembre 2019, l'équipementier télécom chinois a, par la [voix](#) de son directeur des affaires publiques en Australie, appelé le gouvernement australien à cesser de financer le *think tank* australien ASPI (Australian Strategic Policy Institute).

Le *think tank*, qui a notamment publié sur l'influence chinoise en Australie, les risques cyber susceptibles d'être posés par certains acteurs chinois du numérique, et les transferts de technologie au bénéfice de l'Armée populaire de libération, est accusé de « *déstabiliser la relation des deux pays* » et de « créer une culture de la peur » au bénéfice « *des fabricants d'armes américain qui financent le think tank à coup de millions de dollars* ». En partie financé par le département de la défense australien, ASPI reçoit également des financements des gouvernements américain, britannique, japonais et hollandais, ainsi que de l'OTAN.

Selon Peter Jennings, directeur de l'ASPI, Huawei aurait aussi menacé celui-ci de poursuites judiciaires et également exercé des pressions auprès de ses principaux sponsors financiers. Pour rappel : l'Australie a interdit à Huawei (et ZTE) de participer à la construction du réseau 5G du pays en août 2018.

Entreprises : Tencent s'apprête à faire l'acquisition du moteur de recherche Sogou

Déjà premier actionnaire de Sogou depuis 2013, Tencent (jeux vidéo, messagerie instantanée, *cloud*, etc.) a fait une offre préliminaire de rachat, le [27 juillet 2020](#), pour 2,1 Mds USD. Sogou possède 22% des parts du marché chinois des moteurs de recherche, contre 66% pour Baidu (Google n'est pas présent en Chine) et est installé comme moteur de recherche par défaut sur plusieurs produits de Tencent, dont notamment WeChat (messagerie instantanée).

Le possible rachat de Sogou viserait précisément à une meilleure intégration du moteur de recherche dans WeChat et permettrait au surplus à Tencent de récolter l'ensemble des bénéfices générés par cette synergie. [Stratégiquement](#), il permettrait aussi à Tencent de tenir à l'écart ByteDance, qui a lancé son moteur de recherche Toutiao Search en août 2019.

Si Sogou accepte l'offre de Tencent, le groupe se retirerait probablement de la bourse de New York, où il est coté depuis 2017.

Entreprises : le fournisseur d'architectures de puces, ARM, en conflit avec sa filiale chinoise

Mi-juillet 2020, le conglomérat japonais Softbank annonçait son intention de céder l'entreprise de conception de puces Arm Holding, rachetée pour 32 Mds USD en 2016, soit par une vente directe soit dans le cadre d'une introduction en bourse. Alors qu'ARM est, à aux côtés d'Intel, l'un des deux principaux fournisseurs mondiaux des architectes nécessaires à la conception de puces, la filiale chinoise d'Arm (co-entreprise dont Arm Holding détient 49%), créée en 2018, est également au cœur d'un conflit majeur entre ses dirigeants locaux et la maison-mère britannique d'Arm.

Fin juillet 2020, les deux parties cherchaient chacune à faire basculer ce conflit en leur faveur :

- Depuis mai 2020, la maison-mère britannique d'Arm, soutenue par le premier actionnaire chinois de la co-entreprise chinoise (Hopu Investment), demande la démission d'Allen Wu, directeur de la filiale chinoise d'Arm, mettant en avant des irrégularités et des conflits d'intérêt. D'après la lettre ouverte d'Arm China publiée fin juillet (*voir infra*), l'entité britannique d'Arm aurait également contacté de nombreux clients d'Arm China pour les inciter à modifier ou à annuler des contrats existants.
- Fin juillet 2020, Arm China partageait sur les réseaux sociaux Wechat et Weibo un communiqué co-signé par 200 employés de l'entreprise où il est rappelé que : (1) l'entité est soumise aux lois chinoises car il s'agit d'une JV à majorité chinoise ; et (2) appelait au gouvernement chinois à « *porter son attention aux turbulences auxquelles Arm China fait face et à intervenir pour protéger cet actif stratégique* ».

Pour mémoire, ARM China avait été obligée d'arrêter de fournir ses architectures d'origine américaine à ses clients (dont Huawei, son premier client), avant de reprendre la fourniture uniquement des architectures dépourvues de propriété intellectuelle américaine. Bien que la maison mère d'Arm soit basée au Royaume-Uni, l'entreprise emploie à ce jour plusieurs milliers de personnes en R&D aux Etats-Unis.

Brève rédigée par P.-A. Jaboulay (CEA)

Industrie : en visite dans le Jilin (nord), Xi Jinping apporte son soutien aux marques d'automobile chinoise et appelle à un renforcement de l'usage militaire des drones

En tournée dans la province septentrionale du Jilin du 22 au 24 juillet, Xi Jinping a appelé les autorités provinciales à approfondir la stratégie de revitalisation du nord-est et mené plusieurs inspections dans la perspective du XIV^{ème} plan quinquennal (2021-2025). Sa visite a également été l'occasion de communiquer plusieurs messages en matière de priorités industrielles. Ainsi, Xi s'est rendu chez First Automobile Works (FAW) [le 23 juillet 2020](#), où il a notamment inspecté les derniers modèles de « Hongqi » (ou « drapeau rouge », modèles historiquement utilisés exclusivement pour les hauts dignitaires chinois et étrangers), de technologie indigène. Dans la droite ligne de ses déclarations d'inspiration « [techno-nationaliste](#) », Xi a notamment déclaré qu'il « fallait absolument maîtriser les technologies critiques ; nous devons avoir cette volonté, et faire monter en gamme les marques nationales ». Ces dernières années, les « marques nationales » rencontrent toutefois des difficultés à s'imposer : au premier semestre 2020, les marques chinoises de véhicules passagers occupaient 36,25% du marché chinois, contre 44% en 2017. Le même jour, Xi a visité l'[Aviation University of Air Force](#) (Changchun), université sous la tutelle de l'aviation chinoise. Il y a appelé l'Armée de libération populaire à accélérer la recherche, la formation et l'entraînement en matière de guerre par drones.



Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : Confirmation par les autorités chinoises de la tenue de la COP15 biodiversité du 17 au 30 mai 2021

Lors de sa conférence de presse mensuelle le 28 juillet, le porte-parole du Ministère de l'écologie et de l'environnement a annoncé que le Conseil des affaires d'Etat chinois avait confirmé que la quinzième conférence des parties (COP) à la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) des Nations Unies se tiendrait du 17 au 30 mai 2021, à Kunming. Le porte-parole du MEE a terminé son intervention sur ce sujet en précisant que la Chine suivrait attentivement l'évolution de la situation sanitaire et annoncerait les potentiels ajustements en temps et en heure.

Pour mémoire, le 15 juillet dernier, le secrétariat de la CBD avait publié un communiqué de presse annonçant ces dates. Cependant, ce même communiqué prévoit une tenue des réunions préparatoires SBSTTA-24 (Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice) et SBI-3 (Subsidiary Body on Implementation) du 2 au 7 novembre 2020 et du 9 au 14 novembre 2020 à Québec. De nombreux observateurs émettent des doutes sur la possibilité de tenir ces réunions scientifiques préparatoires en présentiel à ces dates, et par conséquent de maintenir les dates de la COP elle-même.

Energie : publication des statistiques énergétiques du premier semestre 2020

Les dernières statistiques de l'énergie publiées par le Bureau national des statistiques (NBS) pour le mois de juin 2020 permettent de dresser le bilan de la production énergétique pendant le premier semestre de l'année :

- Hausse de 1,6 % en glissement annuel (g.a.) de l'utilisation de charbon, qui atteint 1 984 millions de tonnes se décomposant en 1 810 Mt (soit +0,6 % en g.a.) de production locale et 174 Mt (+12,7 %) d'importations ;
- Augmentation de 7,3 % en g.a. de l'utilisation de gaz naturel à 161 Md m³ se décomposant en 94 Md m³ (soit +10,3 %) de production locale et 67 Md m³ d'importations (+3,3 %) ;
- Hausse (7,4 % en g.a.) du pétrole brut (local et importé) avec un volume total de 366 Mt se décomposant en 97 Mt de production locale (+1,7 %) et 269 Mt d'importations (+9,9 %).

Selon les statistiques publiées par l'Administration nationale de l'énergie (NEA), la consommation d'électricité (3 355 Mrd kWh) a diminué de 1,3 % en g.a. pendant le premier semestre. La consommation d'électricité dans le secteur secondaire a baissé de 2,5 % en g.a. et une baisse de 4% en g.a. dans le secteur tertiaire. La part du charbon dans le bouquet électrique chinois a globalement baissé de l'ordre de 2 points par rapport à la même période en 2019.

Pendant le premier semestre, env. 1 020 Mt de charbon ont été consommées pour la production d'électricité et 159 Mt pour la production de chaleur, le reste étant utilisé dans différents processus industriels – notamment la production d'hydrogène.

Bulletin du NBS pour la production d'énergie en juin :

http://www.stats.gov.cn/tjsj/zxfb/202007/t20200716_1776199.html

Bulletin statistique de la NEA pour le premier semestre :

http://www.nea.gov.cn/2020-07/20/c_139226604.htm



Développement durable : publication d'un plan d'action en matière de « résidences vertes »

Le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le Ministère des affaires civiles, le Ministère de la sécurité publique, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) et l'Administration d'Etat pour la régulation des marchés ont publié le 29 juillet un plan d'action en matière de « résidences vertes » ayant pour objectif de promouvoir un mode de vie durable et sobre en carbone.

Une large part de ce plan est consacrée à la transformation écologique des infrastructures au sein de ces résidences d'habitation (approvisionnement en eau, assainissement, réseaux électriques, chauffage...) et au programme de rénovation des anciennes résidences déjà annoncé en mai dernier. La mise en place d'un système de tri des déchets et des mesures renforçant la résilience face aux inondations sont également mentionnées dans le plan. Il est maintenant demandé aux provinces de soumettre leur déclinaison locale de ce plan d'action au MoHURD avant fin août 2020. L'objectif est que d'ici 2022, plus de 60 % des résidences d'habitation atteignent les standards précisés par ce plan.

Pour mémoire, le plan de relance chinois, annoncé en mai par le Premier ministre Li Keqiang, prévoit pour 2020 la rénovation de 39 000 résidences, pour un total d'environ 7 millions de logements, soit environ le double du rythme habituel de rénovation urbaine.

Lire le plan d'action complet en chinois :

http://www.mohurd.gov.cn/wjfb/202007/t20200729_246580.html

Transport aérien : les compagnies chinoises cherchent à doper la demande sur le réseau intérieur

China Southern lance un forfait pour réservation de vols illimités en Chine : pour 3 699 CNY (450 EUR), les clients de la compagnie cantonaise pourront voyager vers toutes les destinations chinoises de leur choix, entre le 26 août et le 6 janvier 2021. Des promotions similaires sont également proposées par d'autres compagnies chinoises, dont Hainan Airlines ou China Eastern. Cette stimulation de la demande a pour but d'assurer une optimisation du coefficient de remplissage encore relativement faible des avions sur le réseau intérieur, tandis que l'offre de vols quotidiens en juin dernier retrouvait 80% du volume connu avant l'épidémie de COVID-19.

Dans le même temps, l'association des transporteurs internationaux (IATA) publiait le 28 juillet une nouvelle étude sur les hypothèses d'évolution des tendances du trafic aérien. IATA rappelle que les compagnies chinoises sont à l'avant-poste de la reprise du trafic aérien, car elles peuvent s'adosser l'immense marché intérieur. Cependant, les incitations commerciales décrites infra montrent que la demande de services aériens passagers en Chine reste à consolider. En effet, le trafic aérien de passager restait en baisse de -35,5 % en juin (en glissement annuel), dans une tendance à la progression par rapport au mois de mai (-46,3 % en g.a.).

Transport aérien : China Eastern ouvre une nouvelle base à Xiamen

China Eastern a annoncé l'ouverture d'une nouvelle base à l'aéroport international de Xiamen Gaoqi (XMN) qui comptera 40 avions d'ici 2025, opéré via une nouvelle filiale, China Eastern Xiamen. Le groupe chinois prévoit d'augmenter ses services aériens entre XMN et Pékin (PEK), Kunming (KMG), Shanghai (PVG & SHA) et Xi'an (XIY), puis dans un second temps vers les pays voisins : Japon, Corée du Sud, Asie du Sud-Est et Taiwan. Cette décision intervient alors que les travaux se poursuivent pour le



nouvel aéroport international de Xiamen Xiang'an, appelé à remplacer l'actuel, avec une ouverture initialement prévue en 2023.

La crise pandémique a un impact important sur les compagnies régionales. China Eastern se saisit des opportunités de la situation pour renforcer sa présence et son offre sur le marché intérieur. En effet, l'annonce de la nouvelle base à Xiamen vient compléter d'autres décisions récentes de China Eastern qui, au cours de la crise du COVID-19, a également informé de la création de deux nouvelles filiales, Sanya International Airlines (basé sur l'île de Hainan) et OTT Airlines (pour One Two Three). Cette dernière, lancée en février 2020, sera une nouvelle compagnie aérienne régionale destinée à devenir le premier client du C919, le monocouloir de COMAC, lors de sa mise sur le marché (en 2021-2022, procédures de certification de l'appareil en cours).

Risques naturels : les inondations dans la moitié sud de la Chine soulignent le besoin d'une gestion des eaux par bassin

Les inondations qui sévissent dans la moitié sud de la Chine soulèvent la question de l'équité interprovinciale.

La question se pose ainsi dans le bassin de la rivière Huai, qui traverse successivement les provinces du Henan, de l'Anhui et du Jiangsu. La province de l'Anhui, lourdement touchée par les inondations, souffre depuis de nombreuses années de sous-investissements dans les infrastructures hydrauliques. Selon les deux derniers plans quinquennaux (2011-2015, 2016-2020), 38 ouvrages auraient dû être réalisés, mais ces projets tardent à se réaliser, laissant l'Anhui plus démunie dans ses possibilités d'agir sur les inondations que les autres provinces du cours de la Huai.

Certains experts appellent aujourd'hui à un renforcement de la gestion par bassin, afin notamment d'éviter une disparité entre les provinces dans la gestion des risques naturels.

Retour au sommaire ([ici](#))



ACTUALITES REGIONALES

Hunan-Jiangxi : les provinces du Hunan et du Jiangxi ont lancé un plan d'action pour la construction d'une « zone pilote de coopération régionale transfrontalière » entre le Hunan et le Jiangxi.

Dans le cadre de ce plan, 100 projets clés devraient être réalisés pour un investissement total de 289 Mds CNY d'ici à l'année 2022. Il s'agit en grande partie de projets de construction d'infrastructures de transport destinés à renforcer la connectivité entre les deux provinces ainsi que de projets visant à favoriser le développement du tourisme rouge, de l'agriculture moderne, de la revitalisation de zones rurales et de l'urbanisation.

Wuhan-Automobile : Dongfeng Motor, deuxième constructeur automobile chinois, dévoile une nouvelle marque « Nantu » dédiée au segment de l'électrique haut de gamme.

Au cours de la cérémonie de lancement de « Nantu » le 29 juillet, le secrétaire du parti de Wuhan Wang Zhonglin a souligné sa contribution à la « guerre pour le redressement de l'économie » et à l'avènement d'un « développement de haute qualité ». Ce lancement intervient dans le sillage de l'annonce de Dongfeng en mai d'un investissement dans les domaines des véhicules électriques, intelligents et connectés et autonomes d'un total de 46 Mds CNY (5,5 Mds EUR) sur les 5 prochaines années. Les lignes de production des véhicules de cette nouvelle marque ont été établies dans l'ancienne usine de la coentreprise Dongfeng-Renault (DRAC), reprise par Dongfeng après l'annonce du retrait du constructeur français de Wuhan et du marché chinois des véhicules à moteur thermique en avril. La concentration d'une grande partie des usines de Dongfeng dans le Hubei et leur mise à l'arrêt forcée durant le confinement de la province ont eu un impact important sur les ventes du groupe au premier semestre, avec un total de 1,4 million de véhicules vendus soit une chute de -17,7% en glissement annuel.



HONG KONG et MACAO

HONG KONG

- **Situation économique**

Mesures face au Covid-19

Avec 1 866 nouveaux cas depuis la reprise de l'épidémie, le gouvernement hongkongais a annoncé le durcissement des mesures de distanciation sociale à compter du 29 juillet et pour 7 jours, les plus strictes jamais imposées depuis le début de la pandémie. Ces mesures comprennent la fermeture complète des restaurants, après avoir imposé une fermeture partielle de 18h à 5h (les livraisons à domicile restant possibles) et des installations culturelles et sportives, l'interdiction des rassemblements publics de plus de 2 personnes, et l'obligation du port du masque dans tous les lieux publics (intérieurs et extérieurs). Le télétravail est maintenu pour les fonctionnaires.

Le gouvernement a cependant de nouveau autorisé à partir du 31 juillet l'ouverture des restaurants entre 5h et 18h, à la moitié de leur capacité et avec 2 personnes maximum par table, face à l'inquiétude des salariés obligés de déjeuner dans les espaces publics.

Croissance

Le PIB de Hong Kong a reculé de -9% en glissement annuel au 2nd trimestre 2020 après -9,1% au T1, 4ème baisse trimestrielle consécutive. La consommation privée a chuté de -14,5%, et l'investissement (Formation brute de capital fixe) de -20,6%. Les exportations et importations de biens ont reculé de -2,1% et -6,8% respectivement à 227,6 Mds USD et 250,1 Mds USD, tandis que les exportations et importations de services ont baissé de -46,6% et -43,5%. Les dépenses publiques ont augmenté de +9,6%. **DBS a revu à la baisse sa prévision de croissance pour Hong Kong en 2020 de -4% à -7%, et anticipe une croissance de +0,5% en 2021.**

Impact de la loi sur la sécurité nationale

Selon un sondage réalisé le 13 juillet par la Chambre de commerce américaine sur la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, environ 51% des 183 entreprises ayant répondu déclarent que cela n'affecterait pas leurs opérations, tandis que 48% pensent qu'elles seront négativement impactées. 42% des entreprises sondées se disent pessimistes quant aux perspectives commerciales à Hong Kong. 64,5% d'entre elles indiquent que leurs entreprises n'ont pas l'intention de quitter Hong Kong, en raison des opportunités liées au développement de la *Greater Bay Area*. 35,5% des entreprises ont cependant déclaré qu'elles pourraient envisager de déplacer leurs activités hors de Hong Kong. Les entreprises ayant répondu au sondage représentent 15% des membres de la chambre, et la moitié ont leur siège social aux États-Unis.

Analyse sectorielle/entreprises

Transport maritime

Alors que les exemptions de quarantaine pourraient être à l'origine de la 3^{ème} vague épidémique depuis le 7 juillet selon la Secrétaire à la Santé, le gouvernement hongkongais a annoncé des mesures à compter du 29 juillet touchant le secteur du transport maritime : **les relèves d'équipage sont suspendues pour les navires de passagers et ceux de marchandises sans opération de fret à Hong Kong. Pour les navires marchands ayant des opérations de fret, leurs équipages sont obligés de rester à bord pendant leur séjour.** Par ailleurs, les membres d'équipage des navires ayant terminé leur service seront tenus de rester sur les navires pendant leur séjour à Hong Kong jusqu'à ce que le transport soit organisé vers l'aéroport pour le retour vers leur pays d'origine. Enfin, les nouveaux équipages arrivant à Hong Kong devront présenter un test Covid négatif réalisé moins de 48 heures avant leur départ, et les transferts entre l'aéroport et les navires devront être organisés par les compagnies maritimes. L'utilisation des transports publics leur est interdite.

Pour mémoire, le **port de Hong Kong a traité 18,3 millions d'EVP de conteneurs (-7%) en 2019,** fournissant environ 300 services de transport de conteneurs par semaine pour 420 destinations. **Selon**



L'International Shipping Centre Development Index, Hong Kong était en 2019 le 2^{ème} centre maritime du monde, derrière Singapour. Le port de Hong Kong s'est classé au 8^{ème} rang mondial en 2019, derrière ceux de Shanghai, Singapour, Ningbo-Zhoushan, Shenzhen, Guangzhou, Busan et Qingdao.

Commerce extérieur de Hong Kong

Au cours du semestre, les échanges commerciaux de Hong Kong ont baissé de -8,2% à 477,8 Mds USD, en raison d'un recul des exportations de -6,9% (227,7 Mds USD) et des importations de -9,4% (250,1 Mds USD). Le redémarrage de l'économie chinoise a toutefois permis une amélioration en juin, avec un ralentissement de la contraction des échanges **de Hong Kong à -4,4% en juin en glissement annuel** à 83,1 Mds USD, après une baisse de -10% en mai. **Les exportations ont baissé de -1,3% en juin à 39,4 Mds USD** (après -7,4% en mai) notamment vers les États-Unis (-21,4%) et le Royaume-Uni (-32,6%) mais ont progressé vers la **Chine (+8,8%) et Taïwan (+21,6%)**. **Les importations ont baissé de -7,1% à 43,7 Mds USD** (-12,3% en mai). **Elles ont progressé en provenance du Vietnam, de Malaisie et de Taïwan (+43,4%, +15,5% et +14,5% respectivement)**. **Celles en provenance de Chine ont diminué de -5,8% (après -13,9% en mai)** tandis que celles en provenance des États-Unis ont baissé de -32,8% (-30,4% en mai).

MACAO

Tourisme et économie

Le nombre de visiteurs à Macao a chuté de -83,9% avec 3,3 M de visiteurs au 1^{er} semestre, et de -90% avec 22 500 visiteurs en juin. Juin marque toutefois un rebond de +40% en trimestre glissant par rapport à mai. Le taux de chômage de Macao atteint 2,5% (+0,4 pt) au cours de la période d'avril à juin, en raison des pertes d'emploi dans les secteurs du jeu et de la construction. Le Secrétaire à l'Économie et aux Finances de Macao a indiqué le 30 juillet que le gouvernement avait abaissé de -49% ses prévisions de recettes fiscales sur les jeux pour 2020, à 6,3 Mds USD. **Le département d'économie de l'Université de Macao prévoit un recul du PIB de la RAS compris entre -55,7% et -59,1% en 2020,** contre une prévision de -3,7% en janvier. Le PIB de Macao a reculé de -48,7% au 1^{er} trimestre 2020.

TAIWAN

Covid-19 : le Yuan exécutif double le budget spécial dédié aux mesures de soutien face à l'épidémie

[Le premier Ministre SU Cheng-chang](#) a annoncé le doublement du budget spécial consacré aux mesures de soutien face à l'épidémie de covid-19, le faisant passer de 210 à 420 Mds TWD (soit près de 13 Md EUR). [Cette nouvelle enveloppe](#) de 210 Mds TWD, dont 65% est destinée au MOEA, sera, une fois votée au parlement, consacrée au soutien aux entreprises et aux secteurs les plus fragilisés par l'épidémie (171,7 Md TWD), mais aussi aux mesures de prévention et à la recherche vaccinale (38,3 Md TWD). Depuis le début de la crise, [12 M de personnes ont pu bénéficier](#) des aides de l'Etat.

Semi-conducteurs : TSMC entre momentanément dans le top 10 mondial des capitalisations boursières

TSMC est entré momentanément dans le top 10 mondial des capitalisations boursières pour atteindre plus de [430 Mds USD](#) suite à l'annonce d'Intel s'agissant du [retard pris dans la génération de puces de 7 nanomètres](#). Le cours de l'action de TSMC a bondi cette semaine [entraînant le TAIEX](#) au-delà des 13 000 points pour la première fois de son histoire.

Vélos électriques : les fabricants taiwanais détrônent leurs concurrents chinois sur le marché européen

[Le Business Weekly](#) s'étend cette semaine sur la montée en puissance de l'industrie taiwanaise dans le domaine du vélo électrique. Bosch eBike Systems vient d'inaugurer son siège Asie à Taichung, au cœur de l'écosystème taiwanais du vélo. Les groupes taiwanais, comme Giant, Merida, KMC (chaînes de vélos) ou encore Gogoro, sont très bien implantés en Europe, où ils auraient déjà détrôné leurs concurrents chinois avec [63% de part de marché](#).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER. (adresser les demandes à pekin@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service économique régional de Pékin, Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Furu Ren, Pierre Martin, François Lemal, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet